

# Table des matières

<b>Préface d'Yves Gaudemet</b> .....	7
<b>Introduction</b> .....	13
I. L'insuffisance de la définition de l'interprétation consacrée par le droit positif.....	14
A. Le couple « clarté-obscurité » utilisé dans le raisonnement juridictionnel comme critère de l'interprétation.....	15
1. L'application d'une règle ou d'un acte distinguée de son interprétation.....	17
2. Le contentieux de l'interprétation distingué du contentieux ordinaire.....	18
B. Critique de la définition juridique de l'interprétation.....	19
1. La définition juridique de l'interprétation repose sur des conceptions logiques inadaptées.....	19
2. La définition juridique de l'interprétation repose sur une méconnaissance de la nature véritable de l'élément à interpréter.....	20
II. Délimitation du domaine de l'interprétation dans l'élaboration du droit administratif positif.....	20
A. L'interprétation conçue comme un travail de transformation de données juridiques.....	21
1. La nature de la transformation des données opérée par le juge.....	22
2. La transformation des données intégrées à l'activité juridictionnelle.....	22
B. L'interprétation conçue comme un procédé de formation du droit positif.....	23
1. L'étude de l'interprétation portant sur des données homogènes.....	24
2. La liaison entre l'interprétation et les procédés d'élaboration du droit administratif.....	25

## Première partie

### INTERPRÉTATION ET CONCEPTION DE L'ACTE ADMINISTRATIF

I. La représentation de l'acte juridique en droit privé. Sa liaison avec la technique d'interprétation.....	28
II. La représentation de l'acte juridique en droit administratif: apparition de problèmes particuliers d'interprétation.....	30

## Titre I

### LE RÔLE DE L'INTERPRÉTATION DANS L'ANALYSE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACTE JURIDIQUE

<b>Chapitre I. Le lien entre l'interprétation et l'analyse de la formation de la volonté de l'administration</b> .....	35
Section 1. La fonction technique de la référence à la volonté de l'auteur de l'acte dans le raisonnement interprétatif.....	35
I. Historique de la mise en valeur des éléments subjectifs de l'acte unilatéral par la jurisprudence.....	36

A. L'absence d'une représentation autonome de l'acte unilatéral (la jurisprudence antérieure aux années 1890).....	37
1. Confusion entre l'acte et sa réglementation.....	37
2. Confusion entre l'acte et la décision juridictionnelle.....	39
B. L'apparition d'une représentation autonome de l'acte administratif et la reconnaissance de principe du processus volontaire (la jurisprudence des années 1860-1910).....	41
1. L'examen préalable de l'expression de la volonté est une condition du déclenchement d'un contentieux.....	42
2. La situation ambiguë du motif dans la représentation de l'acte.....	43
II. L'intégration des éléments subjectifs de l'acte unilatéral dans le raisonnement interprétatif. Présentation de la jurisprudence contemporaine.....	45
A. Les limites de la conception volontariste de l'acte administratif.....	47
B. Le domaine d'efficacité de l'interprétation de la volonté dans l'analyse de la formation de l'acte.....	48
1. Utilité du modèle de Bonnard pour la définition de ce domaine.....	49
2. Le lien entre les hypothèses d'interprétation de la volonté et les hypothèses de contrôle des motifs subjectifs de l'acte.....	49
Section 2. L'interprétation des indices nécessaires à la reconstitution du processus de formation de la volonté.....	51
I. Le jeu des indices.....	53
A. L'appréciation <i>in abstracto</i> des erreurs viciant la volonté de l'Administration.....	53
1. L'erreur déterminante dans l'acte unilatéral.....	54
2. L'erreur déterminante dans le contrat.....	57
B. L'appréciation <i>in concreto</i> des intentions illicites.....	59
1. Les indices utilisés par le juge.....	60
2. Le conflit entre les intentions subjectives et le but objectif de l'acte.....	61
II. Les raisonnements destinés à limiter le jeu des indices.....	63
A. Le refus d'exploiter certains indices de volonté.....	63
1. L'élimination des visas de l'acte unilatéral du champ de l'interprétation.....	64
2. Le refus du juge d'examiner un vice de volonté en invoquant l'existence d'une obligation de diligence.....	65
B. L'utilisation des présomptions de volonté.....	66
1. La présomption d'utilité du motif révélé.....	66
2. Un exemple de présomption spécifique : la présomption d'influence au sein des organes collégiaux.....	68
C. L'utilisation des fictions de volonté comme technique de régularisation des actes.....	69
1. La justification de la jurisprudence sur la pluralité de motifs : la prévisibilité du motif légal.....	70
2. Les déformations apportées à la prévisibilité du motif légal : naissance d'une fiction.....	71
Conclusion du chapitre.....	72
I. La volonté apparaît d'abord comme un modèle de décomposition du processus de formation de l'acte.....	72
II. La volonté apparaît ensuite comme un modèle de reconstitution de l'acte.....	73

<b>Chapitre II. Le lien entre l'interprétation et la détermination des effets juridiques des manifestations de volonté de l'administration</b> .....	<b>75</b>
Section 1. L'interprétation opérée sur des volontés déclarées.....	75
I. L'effet de la manifestation de volonté déduit de l'intention de ses auteurs.....	76
A. Les intentions déduites des circonstances de l'émission de l'acte.....	76
1. Les formes d'expression de la volonté révélatrices d'intentions.....	76
2. Les intentions déduites des circonstances extérieures à l'acte.....	80
3. Les intentions révélées par l'appropriation d'une manifestation de volonté émise par une autre autorité administrative.....	83
B. Situation particulière de l'intention des parties au sein de l'opération contractuelle.....	85
1. L'objectif de l'interprétation : l'organisation rationnelle de l'opération contractuelle administrative.....	87
2. L'adaptation de la volonté des parties à l'organisation rationnelle de l'opération contractuelle.....	96
C. La détermination objective des intentions.....	99
1. La détermination de l'intention en fonction d'un standard de rationalité : la prévisibilité rationnelle du cocontractant de l'Administration.....	99
2. La détermination de l'intention en fonction de la réglementation : l'intention comminatoire dans les mises en demeure.....	103
II. L'effet de la manifestation de volonté déduit d'une comparaison de son contenu avec la réglementation.....	106
A. Le principe : toute opération intellectuelle de reproduction est dépourvue d'effets juridiques.....	106
1. La reproduction des données de fait : les opérations de constatation et de transmission.....	106
2. La reproduction des données juridiques.....	107
B. Conditions dans lesquelles une opération de reproduction se trouve dotée d'effets juridiques.....	110
1. L'opération de reproduction doublée d'une décision.....	111
2. L'opération de reproduction dotée d'effets juridiques en vertu de la réglementation.....	114
Section 2. L'interprétation des volontés implicites.....	117
I. Les limites assignées au développement de l'interprétation des manifestations tacites de volonté.....	118
A. La conciliation des règles sur la publicité des actes unilatéraux et l'interprétation des volontés implicites.....	118
1. Mesure de l'incompatibilité entre le formalisme de la publicité et la reconnaissance de volontés implicites.....	119
2. La théorie de la connaissance acquise facilite-t-elle la reconnaissance des volontés implicites ?.....	120
B. Les réglementations incompatibles avec l'interprétation des manifestations de volonté implicites.....	122
1. L'incidence des règles de compétence.....	122
2. L'incidence des règles de forme et de procédure.....	123
3. L'incidence des règles de fond.....	123
C. La réglementation donne un sens prédéterminé aux volontés implicites : l'interprétation du silence.....	124

1.	La signification du silence se déduit de l'interprétation des règles sur la valeur du silence.....	125
2.	Le contenu du silence se déduit du contenu de la demande de l'intéressé.....	127
3.	Le silence observé en marge de la réglementation sur le silence.....	127
II.	Les techniques d'interprétation nécessaires à l'identification des volontés implicites.....	129
A.	L'identification des volontés implicites au moyen de l'interprétation d'un comportement.....	129
1.	L'élimination des comportements totalement équivoques.....	130
2.	L'interprétation des comportements significatifs.....	131
B.	La recherche d'une volonté implicite dans l'interprétation d'un acte juridique.....	132
1.	L'interprétation fondée sur l'équivalence des résultats.....	133
2.	La recherche d'une volonté implicite dans l'interprétation d'une opération juridique globale.....	134
	Conclusion du chapitre.....	135
I.	Le fondement volontariste de l'interprétation des manifestations de volonté.....	135
II.	L'influence des éléments objectifs organisés par la réglementation sur le contenu de l'interprétation des actes.....	136

## Titre II

### LE RÔLE DE L'INTERPRÉTATION DANS L'OPÉRATION DE QUALIFICATION DES MANIFESTATIONS DE VOLONTÉ DE L'ADMINISTRATION

I.	Rapports entretenus entre qualification et interprétation des manifestations de volonté.....	139
II.	Délimitation de l'étude en droit administratif.....	140
<b>Chapitre I. L'influence de l'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte sur la détermination de la qualification.....</b>		
<b>143</b>		
Section 1.	Les rapports entre la volonté des auteurs de l'acte et les données objectives de la qualification.....	143
I.	L'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte complète les données objectives (la qualification de l'interdiction : mesure de police ou sanction ?).....	143
A.	Le motif, expression de l'intention de l'auteur de l'acte.....	144
1.	Le motif exprimé directement par l'auteur de l'acte.....	145
2.	Le motif exprimé indirectement par l'auteur de l'acte.....	145
B.	Le conflit entre l'intention supposée de l'Administration et le but objectif imposé par la réglementation.....	145
1.	La prééminence du but objectif fondée sur la nature d'intérêt général de ce but.....	145
2.	La prédominance du but objectif fondée sur l'équivoque des indices de volonté.....	147
II.	Les données objectives complètent l'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte (la fonction de la clause exorbitante dans la qualification du contrat administratif).....	149
A.	La loi d'autonomie de Romieu, son contenu, sa portée.....	149

1.	Interprétation objective et interprétation subjective du jeu de la clause .....	150
2.	Les arguments irrelevants pour la solution de la controverse .....	151
B.	Les fonctions de la clause exorbitante .....	151
1.	La mise en œuvre d'un standard d'anormalité .....	152
2.	La technique d'interprétation d'une clause du contrat en fonction du standard d'anormalité .....	154
Section 2. L'interprétation des manifestations de volonté et la création de qualifications nouvelles .....		
		157
I.	La reconnaissance d'engagements unilatéraux en droit administratif .....	157
A.	Les engagements d'ordre financier .....	158
1.	L'inscription de dépenses facultatives au budget d'une commune. ....	159
2.	La promesse de subvention .....	159
B.	Les engagements en matière économique .....	162
1.	Les engagements fondés sur des promesses .....	162
2.	Les engagements tirés du mode d'élaboration d'un acte .....	165
II.	Les quasi-contrats, artifices destinés à donner effet à des manifestations de volonté .....	168
A.	L'importance de l'acceptation de l'Administration .....	169
B.	L'absence d'acceptation suppléée par l'interprétation de l'objet du contrat .....	170
Conclusion du chapitre .....		170
I.	L'organisation de rapports dialectiques entre la volonté et les éléments objectifs de la qualification .....	170
II.	La reconnaissance limitée d'un pouvoir créateur de la volonté en marge des qualifications fondamentales .....	171
<b>Chapitre II. L'influence de l'interprétation de la réglementation sur la détermination de la qualification</b> .....		<b>173</b>
Section 1. L'interprétation des textes définissant la qualification de la manifestation de volonté .....		174
I.	Le conflit entre l'interprétation de l'opération réglementée et la qualification définie par les textes .....	174
A.	L'interprétation de l'opération réglementée supprime les effets de la qualification définie par les textes : l'exemple du contrat d'assurance maritime obligatoire .....	174
1.	Structure des textes .....	174
2.	L'interprétation du juge judiciaire .....	175
3.	L'interprétation du juge administratif .....	177
B.	Le recours à la divisibilité de l'opération réduit les effets d'une qualification définie par les textes : l'exemple des agréments de la loi du 23 mars 1941 .....	177
1.	La qualification globale des agréments de la loi du 23 mars 1941 .....	178
2.	Le recours à la divisibilité .....	179
II.	Les interprétations ambivalentes d'un texte définissant les éléments d'une qualification .....	180
A.	L'interprétation de la loi du 21 octobre 1919 sur l'écoulement des stocks de guerre .....	181
B.	L'interprétation de la loi du 29 juillet 1916 relative à la taxation et à la réquisition des céréales .....	181

1. L'arrêt <i>Groussard</i> .....	182
2. L'arrêt <i>Décatoire</i> .....	182
Section 2. L'utilisation d'une qualification jurisprudentielle, forme indirecte d'interprétation des textes (la définition de la prérogative de puissance publique comme critère de l'acte administratif unilatéral).....	184
I. Nature de la liaison entre le contenu des textes et l'élaboration de la qualification.....	184
A. L'analyse du commissaire du gouvernement Ségalat.....	184
B. L'interprétation doctrinale de l'arrêt <i>Monpeurt</i> .....	185
C. Recherche de la logique de la qualification.....	186
II. La qualification des actes unilatéraux émis par une personne, privée en vertu d'une habilitation législative.....	187
A. L'utilité de la notion de prérogative de puissance publique.....	187
1. La définition intrinsèque de la prérogative de puissance publique.....	187
2. La prérogative de puissance publique utilisée comme indice de la nature de la mission de service public.....	188
B. Utilité de la notion de service public.....	190
1. L'absence de valeur sélective de la mission de service public.....	190
2. Le rôle supplétif de la mission de service public dans l'opération de qualification des actes administratifs.....	192
C. La valeur des indices d'ordre organique.....	194
1. Le rôle essentiel de l'habilitation du législateur.....	194
2. Le rôle des indices organiques traditionnels.....	195
III. La qualification des actes unilatéraux émis par une personne privée en vertu d'une délégation administrative.....	196
A. La plénitude d'effets donnée à la délégation.....	197
1. L'arrêt <i>Groupement national d'achat des produits oléagineux</i> .....	197
2. L'opinion de M. Théry sur les effets de la délégation.....	198
B. L'interdépendance des effets de la délégation et de la qualification de prérogative de puissance publique.....	198
1. La qualification des prérogatives de puissance publique permet d'élargir le champ de la délégation.....	198
2. La délégation permet d'élargir la conception de la prérogative de puissance publique.....	200
Conclusion du chapitre.....	202
I. Le maintien artificiel de qualifications prédéterminées et inadaptées au régime juridique de l'acte.....	202
II. L'équivoque du régime juridique applicable entraîne une indétermination de la qualification.....	202
III. La définition d'une qualification en fonction d'un modèle d'analyse de la réglementation.....	202

**Deuxième partie**  
**INTERPRÉTATION ET CONCEPTION DES ACTIVITÉS DE**  
**L'ADMINISTRATION**

I. La présentation traditionnelle du couple pouvoir-obligation : la distinction entre pouvoir discrétionnaire et compétence liée.....	205
II. L'inutilité de la distinction traditionnelle entre pouvoir discrétionnaire et compétence liée pour l'étude de l'interprétation des règles sur les compétences de l'Administration.....	206

**Titre I**

**INTERPRÉTATION ET FORMATION DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION**

<b>Chapitre I. La délimitation des buts de l'action administrative et son incidence sur la définition des conditions d'exercice des pouvoirs de l'administration.....</b>	<b>213</b>
Section 1. La précision jurisprudentielle des buts de l'action administrative.....	214
I. La formulation jurisprudentielle des buts légaux.....	214
A. La traduction technique des buts légaux.....	214
B. Le choix entre plusieurs buts concurrents.....	215
C. La transformation du but légal en directive générale d'interprétation.....	216
1. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les qualifications légales.....	217
2. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les opérations prévues par la loi.....	218
3. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les conditions des mesures prévues par la loi.....	218
II. La précision par dénaturation jurisprudentielle des buts légaux.....	219
A. La dénaturation par négation des buts législatifs.....	220
B. La dénaturation par neutralisation des buts législatifs.....	221
Section 2. L'interprétation des buts indéterminés de l'action administrative.....	222
I. Les conséquences techniques de l'indétermination de la règle de but.....	223
A. Le problème fondamental du rapport entre but de la règle et motifs de l'acte.....	223
B. Les solutions apportées au rapport entre but de la règle et motifs de l'acte.....	225
II. L'interprétation constructive des buts législatifs indéterminés : l'agrégation des intérêts administratifs.....	226
A. La sélection des intérêts administratifs en présence.....	226
1. Le mode d'établissement des intérêts protégés par l'exercice du pouvoir.....	226
2. La définition circonstancielle des intérêts.....	227
3. La définition objective des intérêts.....	228
B. La coexistence de plusieurs intérêts administratifs complémentaires.....	229
1. La fusion de plusieurs intérêts administratifs.....	229
2. Les résistances à la fusion des intérêts administratifs : l'indépendance des législations.....	230
3. La hiérarchie des intérêts administratifs.....	232

III. Les techniques complémentaires de l'appréciation des faits dans le cadre de l'interprétation constructive des buts législatifs.....	233
A. La substitution au but légal d'un standard d'appréciation des faits.....	233
1. Le refus d'un choix limitatif des données de fait.....	233
2. La tentative d'instaurer un standard d'appréciation des données de fait.....	234
3. Les conditions de réussite de la création d'un standard.....	235
B. L'usage des présomptions dans l'appréciation des faits et ses limites.....	237
1. Les présomptions ayant pour objet de modifier le champ d'application du but de la règle.....	237
2. Les présomptions ayant pour objet de réduire les éléments d'appréciation des faits.....	239
Section 3. L'identification indiciaire du but législatif.....	240
I. Les indices révélant la nature du but législatif.....	241
A. Les indices de la volonté des auteurs du texte.....	241
B. Les indices de la nature de l'opération juridique instituée par la loi.....	242
II. Les indices révélant la conception globale du système législatif.....	243
A. La recherche de l'esprit de la législation.....	243
B. La recherche de la rationalité du système législatif.....	244
<b>Chapitre II. Les rapports entre le contenu et le but des pouvoirs de l'administration.....</b>	<b>247</b>
Section 1. La conception des rapports entre contenu et but des pouvoirs.....	247
I. La conception générale du rapport but-moyens : le principe de proportionnalité.....	248
A. L'expression doctrinale du principe de proportionnalité.....	248
1. La doctrine de M. Latournerie.....	248
2. La doctrine de M. Braibant.....	249
3. La doctrine du but objectif.....	250
B. L'expression jurisprudentielle du principe de proportionnalité.....	250
1. L'arrêt du Conseil d'État du 29 juillet 1950 <i>Comité de défense des experts-comptables</i> .....	250
2. Les conclusions de M. Kahn sur l'arrêt du Conseil d'État du 22 novembre 1967 <i>Demoiselle Chevreau</i> .....	251
C. La nature complexe du principe.....	252
II. Les modalités du rapport direct entre but et contenu de la mesure.....	252
A. Le rapport de corrélation entre contenu et nature de la mesure.....	252
B. Le rattachement de la nature de la mesure au but du pouvoir.....	253
1. Le rattachement factice de la nature de la mesure au but du pouvoir.....	254
2. Le rattachement au but du pouvoir n'implique aucune spécificité de la mesure.....	254
3. Les limites du rattachement de la mesure au but du pouvoir.....	256
C. Le rapport de corrélation entre existence du motif et nature de la mesure.....	257
1. Le motif de fait justifie l'existence de la mesure.....	257
2. Le motif de fait justifie le contenu de la mesure.....	257
III. L'impossibilité d'identifier un but législatif et son incidence sur les rapports entre but et contenu de la mesure.....	258
A. La tentative de déduire le but de la nature des moyens employés par l'Administration.....	259
B. Le manque de sélectivité du contrôle de l'objet de la mesure.....	261



Section 2. La valeur relative des rapports entre contenu de la mesure et but du pouvoir.....	262
I. Les méthodes d'appréciation indirecte du rapport entre contenu de la mesure et but du pouvoir.....	262
A. L'examen individuel de la situation comme indice de la proportionnalité entre contenu de la mesure et but.....	262
B. L'influence d'éléments légaux extérieurs au rapport de proportionnalité.....	263
1. L'influence du principe : pas de sanction sans texte.....	263
2. L'influence du principe d'uniformité des taxes.....	264
C. L'interférence d'une notion fonctionnelle dans le rapport de proportionnalité.....	265
1. La plénitude des effets d'une réglementation subordonnée.....	266
2. La conception fonctionnelle du contrôle.....	268
II. Les conceptions générales du juge, relais du principe de proportionnalité.....	269
A. Les conceptions du juge comme limitations absolues au principe de proportionnalité : l'exemple du droit de propriété.....	270
1. Le respect de l'économie de la propriété.....	271
2. Le respect de l'affectation de la propriété privée.....	272
B. Les conceptions du juge comme facteurs d'indétermination du principe de proportionnalité.....	273

## Titre II

### INTERPRÉTATION ET FORMATION DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

<b>Chapitre I. La détermination directe des obligations administratives.....</b>	<b>277</b>
Section 1. Le rôle de l'interprétation des textes dans la formation de l'obligation.....	278
I. La réalité du principe : « pas d'obligation sans texte ».....	278
A. L'affirmation du principe.....	278
B. L'influence du principe sur l'interprétation des textes instituant des obligations administratives.....	279
1. L'interprétation littérale des textes permissifs.....	279
2. L'interprétation restrictive des obligations consacrées par un texte.....	280
C. La valeur purement négative du principe.....	281
1. La mise en évidence de raisonnements apparemment contradictoires.....	281
2. La véritable justification du principe : la hiérarchie des interprétations.....	281
3. La réversibilité des interprétations.....	282
II. Les interférences entre la détermination fonctionnelle de l'obligation et la structure du texte qui la formule.....	283
A. L'influence des textes sur la définition de l'obligation.....	283
1. L'obligation est intégrée à une mission définie par les textes.....	283
2. L'obligation déduite des textes définissant les pouvoirs de l'Administration.....	285
B. L'influence des textes sur l'exécution de l'obligation.....	289
1. Le conflit entre l'existence d'une obligation et les limites imposées à sa réalisation.....	289
2. L'exécution cohérente de l'obligation.....	290
C. L'autolimitation de l'Administration dans l'exécution de ses obligations.....	293
D. La poursuite de l'intérêt public est une condition implicite d'exécution de l'obligation.....	294

1.	L'intérêt général est un motif prioritaire d'inexécution de l'obligation.....	294
2.	L'intérêt général est une modalité d'exécution de l'obligation.....	295
3.	La poursuite de l'intérêt public donne un sens à l'exécution de l'obligation.....	295
Section 2.	L'influence de l'interprétation des textes sur la sanction des obligations.	
Le relativisme en droit administratif.....		297
I.	Le modèle d'interprétation du droit privé.....	297
A.	L'interprétation du juge civil.....	298
B.	L'interprétation du juge pénal.....	299
C.	Appréciation critique de cette jurisprudence.....	299
II.	Le relativisme limité consacré par le juge administratif.....	301
A.	L'interprétation des règles au but équivoque.....	301
1.	Le rétablissement par le juge du caractère univoque du but de la règle.....	301
2.	Le maintien par le juge du caractère équivoque du but.....	302
B.	L'identification d'obligations accessoires.....	304
Conclusion du chapitre.....		306
<b>Chapitre II. La contribution de l'interprétation à la définition des droits opposables à l'administration (la détermination indirecte des obligations administratives)</b> .....		
Section 1.	Caractéristiques de l'usage du terme « droit » dans le raisonnement du juge.....	307
I.	Les origines historiques d'une ambivalence de vocabulaire : les rapports entre droit acquis et obligation.....	308
A.	Le fondement de la violation de la loi et des droits acquis.....	308
B.	Les diverses utilisations du terme droit acquis.....	309
II.	Le terme « droit » envisagé dans ses rapports avec l'interprétation des textes sur les obligations administratives.....	310
A.	Le sens contentieux du terme équivaut à la définition de la situation juridique individuelle.....	310
B.	Insuffisance de la définition contentieuse pour traduire la spécificité d'un droit dans le raisonnement interprétatif.....	311
1.	La formation du couple droit-obligation dans le raisonnement du juge.....	311
2.	La condition d'existence d'une interprétation originale : l'affirmation par le juge d'un « droit » autonome par rapport à la réglementation.....	313
Section 2.	La reconnaissance d'un droit utilisé pour modifier la portée d'une loi ou règlement.....	314
I.	La reconnaissance d'un droit opposable à l'Administration afin de convertir l'exercice d'un pouvoir en une obligation.....	314
A.	La reconnaissance d'un droit permet de limiter les conditions posées par la réglementation à l'exercice du pouvoir.....	314
1.	L'arrêt <i>Tondut</i> .....	315
2.	Les conclusions Letourneur sur l'arrêt <i>Barel</i> .....	315
B.	La reconnaissance d'un droit permet d'introduire un contrôle de proportionnalité sur les conditions d'exercice du pouvoir.....	316
1.	Les conclusions Latournerie sur l'arrêt <i>Bobard</i> .....	316
2.	Les conclusions Latournerie sur l'arrêt <i>Ministre du Travail</i> .....	317

C. La reconnaissance d'un droit entraîne l'autolimitation du pouvoir de décision de l'Administration.....	318
1. Le contentieux de la notoriété médicale.....	318
2. Le contentieux des impôts de répartition.....	319
3. Les hésitations du juge à développer cette jurisprudence.....	319
II. La reconnaissance d'un droit opposable à l'Administration afin de transformer l'énoncé des dispositions d'une loi.....	320
A. La présomption d'existence d'un droit donne un sens au silence du législateur.....	320
B. La présomption d'existence d'un droit destinée à neutraliser le contenu d'une disposition législative.....	321
Section 3. La reconnaissance d'un droit utilisée pour élaborer une conception de la protection due par l'Administration.....	322
I. L'influence de la conception de la protection sur les différents éléments du droit.....	322
A. L'influence de la conception du juge sur la définition du titulaire du droit.....	323
1. La définition du titulaire du droit doit s'adapter à la conception générale de ce droit : les conclusions Renaudin sur l'arrêt <i>Pontrémoli et Patouillard</i> .....	324
2. La définition du titulaire du droit élaborée en fonction d'un standard de normalité.....	325
B. L'influence de la conception du juge sur la définition des conditions posées au bénéficiaire du droit.....	325
1. La situation du bénéficiaire doit être normale.....	325
2. La situation du bénéficiaire doit s'intégrer dans la politique de protection organisée par le législateur.....	326
C. L'influence de la conception du juge sur la définition de la protection garantie par le droit.....	327
II. L'influence de la conception de la protection sur la logique du système législatif.....	328
A. La neutralisation des conceptions du législateur.....	329
B. La déformation des conceptions du législateur : l'exemple du droit à indemnités de dommages de guerre.....	330
1. Les conclusions Chavanon sur la décision de la Commission supérieure de cassation des dommages de guerre (CSCDG) du 11 juillet 1949.....	330
2. Les conclusions Fournier sur l'arrêt du Conseil d'État du 2 juin 1967 <i>Compagnie du chemin de fer de Calais à Sangatte</i> .....	331
Conclusion du chapitre.....	332
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>335</b>
Section 1. L'interprétation comme représentation cohérente des données juridiques.....	335
I. La place de l'interprétation dans la structure logique de la décision juridictionnelle.....	335
A. La nécessaire distinction entre le raisonnement juridictionnel et le syllogisme de construction.....	336
1. Nature du syllogisme de construction.....	336
2. Insuffisance du raisonnement syllogistique.....	336
B. Les liens entre l'interprétation et la motivation des décisions juridictionnelles.....	337
1. Utilité de l'examen des motifs de la décision juridictionnelle.....	338
2. Le style du juge révélateur de l'interprétation.....	338

II. La cohérence nécessaire du système juridique et son influence sur l'interprétation.....	339
A. L'obligation de juger et son incidence sur la conception des données juridiques.....	339
B. La représentation cohérente des données juridiques, objectif de l'interprétation.....	339
1. L'importance de l'idée de représentation dans l'interprétation.....	339
2. Les raisonnements engendrés par la représentation cohérente des données juridiques.....	340
Section 2. Les figures de l'interprétation.....	341
I. L'idée de construction comme forme d'interprétation des actes administratifs.....	341
A. La coexistence des éléments objectifs et subjectifs au sein de la construction de l'acte.....	342
1. Le primat des éléments objectifs dans le raisonnement du juge.....	343
2. La permanence de l'idée de volonté dans le raisonnement du juge.....	343
B. La fonction ambivalente du recours à la volonté dans l'interprétation de l'acte.....	344
1. Le recours à la volonté, technique de reconstitution de l'acte.....	344
2. Le recours à la volonté, technique d'organisation de l'interdépendance des éléments de l'acte.....	345
3. Le recours à la volonté, moyen de pallier l'insuffisance des analyses objectives.....	346
4. Le recours à la volonté, support de raisonnements objectifs.....	346
II. L'organisation rationnelle des activités comme forme d'interprétation des règles de l'action administrative.....	347
A. L'activité comme lieu de l'interprétation.....	347
1. La définition de l'activité, procédé de réduction des données intégrées à l'interprétation.....	347
2. La définition de l'activité, procédé de structuration des données.....	348
3. La définition de l'activité n'est pas normative.....	348
B. La représentation rationnelle des activités administratives.....	349
1. La liaison but-moyens forme de rationalité des activités.....	349
2. L'idée générale forme de rationalité des activités.....	351
<b>Bibliographie.....</b>	<b>353</b>
I. Bibliographie relative au raisonnement juridique.....	353
A. Ouvrages et thèses.....	353
B. Articles.....	354
II. Bibliographie relative à la première partie.....	356
A. Ouvrages et thèses.....	356
B. Articles.....	358
C. Conclusions.....	361
D. Notes.....	365
III. Bibliographie relative à la deuxième partie.....	367
A. Ouvrages et thèses.....	367
B. Articles.....	368
C. Conclusions.....	370
D. Notes.....	374